

Greenpeace Canada and Valerie Langer Appellants

v.

MacMillan Bloedel Limited Respondent

and

Shiela Simpson, Valerie Langer, Bonnie Glambeck, James Robinson, Gilles Blanchet, Daniel Carbotte, Marie Michajlowycz, Willie Sport, Lisa Humphreys, Dan Lewis, Carl Hinke, Mike Mullins, Chris O'Gorman, Bill Joyce, Heidi Dorosh, Marek Czuma, Tammy Chabot (aka Tammy Kinlock), Daniel Alexander Kirslake, William Robinson Cook, Henry George Adam Trott, John Jared Irwin, John Doe, Jane Doe and Persons Unknown Defendants

and

The Attorney General of British Columbia Intervener

INDEXED AS: MACMILLAN BLOEDEL LTD. v. SIMPSON

File No.: 24437.

1996: April 22; 1996: August 22.

Present: Lamer C.J. and La Forest, L'Heureux-Dubé, Sopinka, Gonthier, Cory, McLachlin, Iacobucci and Major JJ.

ON APPEAL FROM THE COURT OF APPEAL FOR BRITISH COLUMBIA

Injunction — Interim injunction — Non-parties — Company granted interim injunction against protesters interfering with its logging operations — Whether courts have jurisdiction to make orders binding on non-parties — If so, whether such orders can be made against persons named only as "John Doe, Jane Doe and Persons Unknown" — Whether appropriate to include in such orders provisions authorizing police to arrest and detain strangers to litigation.

Greenpeace Canada et Valerie Langer Appelantes

c.

MacMillan Bloedel Limited Intimée

et

Shiela Simpson, Valerie Langer, Bonnie Glambeck, James Robinson, Gilles Blanchet, Daniel Carbotte, Marie Michajlowycz, Willie Sport, Lisa Humphreys, Dan Lewis, Carl Hinke, Mike Mullins, Chris O'Gorman, Bill Joyce, Heidi Dorosh, Marek Czuma, Tammy Chabot (alias Tammy Kinlock), Daniel Alexander Kirslake, William Robinson Cook, Henry George Adam Trott, John Jared Irwin, John Doe, Jane Doe et autres personnes inconnues Défendeurs

et

Le procureur général de la Colombie-Britannique Intervenant

RÉPERTORIÉ: MACMILLAN BLOEDEL LTD. c. SIMPSON

Nº du greffe: 24437.

1996: 22 avril; 1996: 22 août.

Présents: Le juge en chef Lamer et les juges La Forest, L'Heureux-Dubé, Sopinka, Gonthier, Cory, McLachlin, Iacobucci et Major.

EN APPEL DE LA COUR D'APPEL DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

Injonction — Injonction provisoire — Tiers — Injonction provisoire accordée à la société contre des manifestants nuisant à ses activités d'exploitation forestière — Les tribunaux ont-ils compétence pour rendre des ordonnances opposables aux tiers? — Dans l'affirmative, ces ordonnances peuvent-elles être rendues contre des personnes désignées seulement comme «John Doe, Jane Doe et autres personnes inconnues»? — Convient-il d'inclure dans ces ordonnances des dispositions autorisant la police à arrêter et détenir des personnes étrangères au litige?

The respondent, which is engaged in logging operations on its properties in the Clayoquot Sound area of Vancouver Island, brought an action in the B.C. Supreme Court in 1991 to restrain the protesters from blocking the roads on which it trucked its logs, seeking damages for trespass, nuisance, intimidation, interference with contractual relations and conspiracy, as well as injunctive relief. The respondent also obtained an *ex parte* order enjoining "all persons having notice" of the order from impeding its logging operations. In a series of subsequent applications the order was amplified, refined, and extended. In 1993, the respondent was granted an interim injunction — the order in issue in this appeal — prohibiting the named defendants, as well as "John Doe, Jane Doe and Persons Unknown" and "all persons having notice of th[e] order" from engaging in conduct which interfered with its operations at specified locations. In particular, the injunction barred members of the public from blocking a bridge and authorized the police to remove offenders. The majority of the Court of Appeal upheld the order, holding that the B.C. Supreme Court, as a court of inherent jurisdiction, had jurisdiction to make orders binding on non-parties and that the use of such power was justified to preserve the respondent's property rights in the face of mass obstruction.

Held: The appeal should be dismissed.

The mere fact that conduct may be characterized as criminal does not deprive a person whose private rights are affected from seeking relief in the civil courts. More specifically, where criminal conduct affects property rights, the person so affected may invoke the equitable jurisdiction of the court to obtain an injunction prohibiting the conduct. Thus the fact that the conduct of blocking the roads can be characterized as criminal does not deprive the British Columbia Supreme Court of the right to grant an injunction against potential offenders in a civil action.

Courts have jurisdiction to make orders binding on persons who are not parties to the action. Such orders are enforceable on the long-standing principle that persons who are not parties to the action, but who violate an order of the court, may be found guilty of contempt for interfering with justice. Since members of the public can be held in contempt for having disobeyed an injunction, they must first be apprised of the existence and

L'intimée, qui exerce des activités d'exploitation forestière sur ses terrains dans la région de la baie Clayoquot sur l'île de Vancouver, a intenté en Cour suprême de la C.-B., en 1991, une action visant à enjoindre aux manifestants de ne pas barrer les chemins par où passaient ses camions, et demandant des dommages-intérêts pour atteinte directe, nuisance, intimidation, immixtion dans les rapports contractuels et complot, ainsi qu'une injonction. L'intimée a également obtenu une ordonnance *ex parte* portant que «toutes les personnes ayant connaissance» de l'ordonnance devaient s'abstenir de l'empêcher d'exercer ses activités d'exploitation de la forêt. Par suite d'une série de demandes ultérieures, la portée de l'ordonnance a été élargie et améliorée, et sa durée a été prolongée. En 1993, l'intimée a obtenu une injonction provisoire — l'ordonnance en cause dans le présent pourvoi — interdisant aux défendeurs nommément désignés ainsi qu'à «John Doe, Jane Doe et autres personnes inconnues», et «toutes les personnes ayant connaissance de [l']ordonnance», de faire tout acte nuisant à ses activités dans les lieux spécifiés. En particulier, l'injonction interdisait aux membres du public de barrer un point et autorisait la police à emmener tout contrevenant. Les juges majoritaires de la Cour d'appel ont confirmé l'ordonnance, statuant que la Cour suprême de la C.-B., de par sa compétence inhérente, était habilitée à rendre des ordonnances opposables aux tiers et que l'exercice d'un tel pouvoir était justifié puisqu'il visait à défendre les droits de propriété de l'intimée contre une obstruction en masse.

Arrêt: Le pourvoi est rejeté.

Le simple fait qu'une conduite puisse être qualifiée de criminelle n'empêche pas une personne dont les droits privés sont violés de demander une réparation devant les tribunaux civils. Plus précisément, lorsqu'une conduite criminelle porte atteinte à des droits de propriété, la personne lésée peut demander à la cour d'exercer sa compétence en *equity* pour décerner une injonction interdisant cette conduite. Ainsi, le fait que la conduite consistant à barrer les chemins puisse être qualifiée de criminelle ne prive pas la Cour suprême de la Colombie-Britannique du droit de décerner une injonction contre des contrevenants éventuels dans une action au civil.

Les tribunaux ont compétence pour rendre des ordonnances opposables à des personnes qui ne sont pas parties à l'action. Ces ordonnances sont exécutoires suivant le principe bien établi que les personnes qui ne sont pas parties à l'action, mais qui violent une ordonnance du tribunal, peuvent être déclarées coupables d'outrage pour entrave à la justice. Puisque des membres du public peuvent être déclarés coupables d'outrage en cas de

terms of the order and be given an opportunity to comply. It is also desirable that the order's terms speak of the duty of non-parties to respect it. Finally, it is necessary that the orders be carefully worded and constrained to ensure that they are fair and not unduly broad. All these requirements were met in this case.

désobéissance à une injonction, ils doivent d'abord avoir été informés de l'existence et du contenu de l'ordonnance et avoir eu la possibilité de s'y conformer. Il est également souhaitable que les termes de l'injonction fassent mention du devoir des tiers de la respecter. Enfin, il est nécessaire que les ordonnances soient rédigées soigneusement et limitativement de sorte qu'elles soient équitables et non indûment générales. Toutes ces exigences ont été remplies en l'espèce.

The use of the expressions "John Doe, Jane Doe and Persons Unknown" in the present action does not invalidate the order. These expressions are surplusage as a person who is not a party to an action is bound to respect an order made in the action on pain of being found in contempt of court. This was the procedure used to enforce the order at issue. Since none of the protesters was charged or sued as a party to the action, it is unnecessary to decide whether, as a matter of pleading, the use of these terms in the style of cause could validly engage members of the public served with the writ.

L'emploi des termes «John Doe, Jane Doe et autres personnes inconnues» dans la présente action n'invalidise pas l'ordonnance. Ces termes sont redondants, car une personne qui n'est pas partie à l'action est tenue de respecter une ordonnance rendue dans l'action, sous peine de condamnation pour outrage au tribunal. C'est la procédure qui a été utilisée pour faire respecter l'ordonnance en cause. Comme aucun des manifestants n'a été accusé ni poursuivi en qualité de partie à l'action, il n'est pas nécessaire de décider si, sur le plan des règles régissant les actes de procédure, ces termes rendent la décision opposable aux membres du public auxquels le bref a été signifié.

The provision authorizing the police to arrest and detain persons breaching the injunction does not vitiate the order. The inclusion of police authorization appears to follow the Canadian practice of ensuring that orders which may affect members of the public clearly spell out the consequences of non-compliance.

La disposition autorisant la police à arrêter et détenir les personnes violant l'injonction ne vicié pas l'ordonnance. L'inclusion de l'autorisation donnée à la police semble conforme à la pratique canadienne, car on a coutume de veiller à ce que les ordonnances qui risquent de toucher des membres du public énoncent clairement les conséquences de la désobéissance.

The fact that the respondent did not pursue the main action against the named defendants is not a basis for invalidating the order. The respondent was entitled to claim other relief allowed by law.

Le fait que l'intimée n'a pas poursuivi l'action principale contre les défendeurs nommément désignés ne justifie pas l'invalidation de l'ordonnance. L'intimée avait le droit de réclamer d'autres réparations prévues par la loi.

Cases Cited

Referred to: *Weber v. Ontario Hydro*, [1995] 2 S.C.R. 929; *Robinson v. Adams* (1924), 56 O.L.R. 217; *Gouriet v. Union of Post Office Workers*, [1978] A.C. 435; *Hurtig v. Reiss*, [1937] 3 W.W.R. 549; *Boyce v. Paddington Borough Council*, [1903] 1 Ch. 109, rev'd [1903] 2 Ch. 556, rev'd [1906] A.C. 1; *Marengo v. Daily Sketch and Sunday Graphic, Ltd.*, [1948] 1 All E.R. 406; *Iveson v. Harris* (1802), 7 Ves. 251, 32 E.R. 102; *Attorney-General v. Times Newspapers Ltd.*, [1991] 2 W.L.R. 994; *In re Supply of Ready Mixed Concrete*, [1991] 3 W.L.R. 707; *Seaward v. Paterson*, [1897] 1 Ch. 545; *Bartle & Gibson Co. v. Retail, Wholesale and Department Store Union, Local 580*, [1971] 2 W.W.R. 449; *International Longshoremen's Associa-*

Jurisprudence

Arrêts mentionnés: *Weber c. Ontario Hydro*, [1995] 2 R.C.S. 929; *Robinson c. Adams* (1924), 56 O.L.R. 217; *Gouriet c. Union of Post Office Workers*, [1978] A.C. 435; *Hurtig c. Reiss*, [1937] 3 W.W.R. 549; *Boyce c. Paddington Borough Council*, [1903] 1 Ch. 109, inf. par [1903] 2 Ch. 556, inf. par [1906] A.C. 1; *Marengo c. Daily Sketch and Sunday Graphic, Ltd.*, [1948] 1 All E.R. 406; *Iveson c. Harris* (1802), 7 Ves. 251, 32 E.R. 102; *Attorney-General c. Times Newspapers Ltd.*, [1991] 2 W.L.R. 994; *In re Supply of Ready Mixed Concrete*, [1991] 3 W.L.R. 707; *Seaward c. Paterson*, [1897] 1 Ch. 545; *Bartle & Gibson Co. c. Retail, Wholesale and Department Store Union, Local 580*, [1971] 2 W.W.R. 449; *Association internationale des débar-*

tion, Local 273 v. Maritime Employers' Association, [1979] 1 S.C.R. 120; *Attorney General v. Newspaper Publishing plc*, [1987] 3 All E.R. 276; *Sandwich West (Township) v. Bubu Estates Ltd.* (1986), 30 D.L.R. (4th) 477; *Ontario Hydro v. Johnson* (1985), 1 C.P.C. (2d) 234; *Morgentaler v. Wiche*, [1989] O.J. No. 2582 (QL); *Ontario (Attorney General) v. Dieleman* (1994), 20 O.R. (3d) 229; *Griffin Steel Foundries Ltd. v. Canadian Association of Industrial, Mechanical and Allied Workers* (1977), 80 D.L.R. (3d) 634; *Montres Rolex S.A. v. Balshin*, [1990] 3 F.C. 353, aff'd [1993] 1 F.C. 236; *United States v. Hall*, 472 F.2d 261 (1972); *Madsen v. Women's Health Center, Inc.*, 114 S.Ct. 2516 (1994); *New York State National Organization for Women v. Terry*, 961 F.2d 390 (1992); *Dayton Women's Health Center v. Enix*, 589 N.E.2d 121 (1991); *Roe v. Operation Rescue*, 919 F.2d 857 (1990); *Cornell University v. Livingston*, 332 N.Y.S.2d 843 (1972); *Jackson v. Bubela and Doe*, [1972] 5 W.W.R. 80.

deurs, section locale 273 c. Association des employeurs maritimes, [1979] 1 R.C.S. 120; *Attorney General c. Newspaper Publishing plc*, [1987] 3 All E.R. 276; *Sandwich West (Township) c. Bubu Estates Ltd.* (1986), 30 D.L.R. (4th) 477; *Ontario Hydro c. Johnson* (1985), 1 C.P.C. (2d) 234; *Morgentaler c. Wiche*, [1989] O.J. No. 2582 (QL); *Ontario (Attorney General) c. Dieleman* (1994), 20 O.R. (3d) 229; *Griffin Steel Foundries Ltd. c. Canadian Association of Industrial, Mechanical and Allied Workers* (1977), 80 D.L.R. (3d) 634; *Montres Rolex S.A. c. Balshin*, [1990] 3 C.F. 353, conf. par [1993] 1 C.F. 236; *United States c. Hall*, 472 F.2d 261 (1972); *Madsen c. Women's Health Center, Inc.*, 114 S.Ct. 2516 (1994); *New York State National Organization for Women c. Terry*, 961 F.2d 390 (1992); *Dayton Women's Health Center c. Enix*, 589 N.E.2d 121 (1991); *Roe c. Operation Rescue*, 919 F.2d 857 (1990); *Cornell University c. Livingston*, 332 N.Y.S.2d 843 (1972); *Jackson c. Bubela and Doe*, [1972] 5 W.W.R. 80.

Statutes and Regulations Cited

Criminal Code, R.S.C., 1985, c. C-46, s. 11.
Law and Equity Act, R.S.B.C. 1979, c. 224, s. 36.

Authors Cited

Sharpe, Robert J. *Injunctions and Specific Performance*, 2nd ed. Aurora, Ont.: Canada Law Book, 1992 (loose-leaf updated December 1995, Release 3).

APPEAL from a judgment of the British Columbia Court of Appeal (1994), 96 B.C.L.R. (2d) 201, 118 D.L.R. (4th) 1, 93 C.C.C. (3d) 289, [1994] 10 W.W.R. 705, 50 B.C.A.C. 100, 82 W.A.C. 100, 32 C.P.C. (3d) 11, affirming a decision of Hall J. (1993), 106 D.L.R. (4th) 556, granting an interim injunction. Appeal dismissed.

Gregory J. McDade, Q.C., David Boyd and J. Demarco, for the appellant Greenpeace Canada.

A. Cameron Ward, for the appellant Valerie Langer.

John J. L. Hunter, Q.C., and *Peter G. Voith*, for the respondent.

Michael Frey, for the intervener.

Lois et règlements cités

Code criminel, L.R.C. (1985), ch. C-46, art. 11.
Law and Equity Act, R.S.B.C. 1979, ch. 224, art. 36.

Doctrine citée

Sharpe, Robert J. *Injunctions and Specific Performance*, 2nd ed. Aurora, Ont.: Canada Law Book, 1992 (loose-leaf updated December 1995, Release 3).

POURVOI contre un arrêt de la Cour d'appel de la Colombie-Britannique (1994), 96 B.C.L.R. (2d) 201, 118 D.L.R. (4th) 1, 93 C.C.C. (3d) 289, [1994] 10 W.W.R. 705, 50 B.C.A.C. 100, 82 W.A.C. 100, 32 C.P.C. (3d) 11, qui a confirmé une décision du juge Hall (1993), 106 D.L.R. (4th) 556, qui avait accordé une injonction provisoire. Pourvoi rejeté.

Gregory J. McDade, c.r., David Boyd et J. Demarco, pour l'appelante Greenpeace Canada.

A. Cameron Ward, pour l'appelante Valerie Langer.

John J. L. Hunter, c.r., et *Peter G. Voith*, pour l'intimée.

Michael Frey, pour l'intervenant.

The judgment of the Court was delivered by

Version française du jugement de la Cour rendu par

¹ MCLACHLIN J. — This case raises the issue of the power of the courts to grant injunctions against members of the public engaged in protests that interfere with the private rights of others. Can the courts make orders against unidentified persons not named in the action or named only in proxy as "Jane Doe" and "John Doe"? Or must the persons enjoined be sued and named before an order is enforceable against them?

LE JUGE MCLACHLIN — Le présent pourvoi soulève la question de savoir si les tribunaux sont habilités à accorder des injonctions contre des membres du public qui participent à des manifestations portant atteinte aux droits privés d'autrui. Les tribunaux peuvent-ils rendre des ordonnances contre des personnes qui ne sont pas nommément désignées dans l'action ou qui sont simplement comprises sous la désignation «Jane Doe» et «John Doe»? Ou les personnes contre qui est dirigée l'injonction doivent-elles être nommément poursuivies pour qu'une ordonnance soit exécutoire à leur endroit?

I. Facts

I. Les faits

² The appeal arises out of protests against the logging operations of the MacMillan Bloedel Forest Products Company on Vancouver Island in the Clayoquot Sound region of British Columbia. MacMillan Bloedel was engaged in harvesting trees on its properties in the Bulson Creek Watershed. Following a government decision to permit certain harvesting of old-growth forest, the logging of the Pacific Rain Forest in which MacMillan Bloedel and others were engaged became the focus of controversy. People opposed to the harvest of the forests mounted protests. One form of protest was to block public roads in order to prevent the logging trucks from sending cut logs out of the forest area.

Le pourvoi découle de manifestations contre les activités d'exploitation forestière de la société forestière MacMillan Bloedel sur l'île de Vancouver dans la région de la baie Clayoquot en Colombie-Britannique. La société exploitait la forêt sur ses terrains dans le bassin hydrographique du ruisseau Bulson. Par suite de la décision du gouvernement de permettre l'abattage d'une partie des arbres de peuplements mûrs, l'exploitation de la forêt pluviale du Pacifique par MacMillan Bloedel et d'autres a soulevé une controverse. Des opposants à l'abattage ont organisé des manifestations, qui ont consisté entre autres choses à barrer des chemins publics pour empêcher les grumiers de transporter le bois coupé hors de la forêt.

³ MacMillan Bloedel took legal action to end these blockades. On September 17, 1991, it brought an action to restrain the protesters from blocking the roads on which it trucked its logs. It named as defendants the appellant Valerie Langer, four other named individuals, and "John Doe, Jane Doe and Persons Unknown", seeking damages for trespass, nuisance, intimidation, interference with contractual relations and conspiracy, as well as injunctive relief.

Pour mettre fin à ces barrages, MacMillan Bloedel a intenté, le 17 septembre 1991, une action visant à enjoindre aux manifestants de ne pas barrer les chemins par où passaient ses camions. Ont été constitués défendeurs l'appelante Valerie Langer, quatre autres personnes nommément désignées, ainsi que «John Doe, Jane Doe et autres personnes inconnues». La société demandait des dommages-intérêts pour atteinte directe, nuisance, intimidation, immixtion dans les rapports contractuels et complot; ainsi qu'une injonction.

⁴ The day after its action was launched, MacMillan Bloedel proceeded to apply for and obtain an

Le jour suivant l'engagement de son action, MacMillan Bloedel a demandé et obtenu une

ex parte order enjoining "all persons having notice" of the order from impeding MacMillan Bloedel's logging operations on the Bulson Creek Watershed. In a series of subsequent applications the order was amplified, refined, and extended both in duration and to include other sites: Spencer J. added arrest and detention provisions on September 20, 1991; Bouck J. converted the interim injunction to an interlocutory injunction on September 25, 1991; Hamilton J. expanded the geographical scope of the injunction on June 30, 1992; following further protest activities in July 1992, Tysoe J. granted an interim injunction of one year's duration covering yet more territory; and on July 16, 1993, Esson C.J.S.C. extended the injunction to August 31, 1993. Public demonstrations escalated from July 5, 1993 onwards, with 56 persons ultimately being charged with contempt. Their trial was set for August 30, 1993.

On August 26, 1993, the application which gives rise to the order under appeal was brought. It came on before Hall J. He granted an interim injunction prohibiting the named defendants, as well as "John Doe, Jane Doe and Persons Unknown" and "all persons having notice of th[e] Order" from engaging in conduct which interfered with MacMillan Bloedel's operations at specified locations: (1993), 106 D.L.R. (4th) 556. He also extended the injunctions granted by Esson C.J.S.C. and Hamilton J. to August 31, 1994. The appellants appealed from this order. The British Columbia Court of Appeal dismissed the appeal, Wood J.A. dissenting: (1994), 96 B.C.L.R. (2d) 201, 118 D.L.R. (4th) 1, 93 C.C.C. (3d) 289, [1994] 10 W.W.R. 705, 50 B.C.A.C. 100, 82 W.A.C. 100, 32 C.P.C. (3d) 11 (hereinafter cited to B.C.L.R.). The appellants now appeal to this Court.

The injunction barred members of the public from blocking the Kennedy River bridge and

ordonnance *ex parte* portant que [TRADUCTION] «toutes les personnes ayant connaissance» de l'ordonnance devaient s'abstenir d'empêcher MacMillan Bloedel d'exercer ses activités d'exploitation de la forêt dans le bassin hydrographique du ruisseau Bulson. Par suite d'une série de demandes ultérieures, la portée de l'ordonnance a été élargie et améliorée, sa durée a été prolongée et le nombre d'emplacements visés augmenté: le 20 septembre 1991, le juge Spencer a ajouté des pouvoirs d'arrestation et de détention; le 25 septembre 1991, le juge Bouck a transformé l'injonction provisoire en injonction interlocutoire; le 30 juin 1992, le juge Hamilton a élargi la portée territoriale de l'injonction; par suite d'autres manifestations en juillet 1992, le juge Tysoe a accordé une injonction provisoire d'une durée d'un an visant un territoire encore plus étendu et, le 16 juillet 1993, le juge en chef Esson a prorogé l'injonction jusqu'au 31 août 1993. Les manifestations publiques ont pris de l'ampleur à compter du 5 juillet 1993, 56 personnes étant finalement accusées d'outrage au tribunal. Leur procès a été fixé au 30 août 1993.

Le 26 août 1993, la demande fondant l'ordonnance visée par le présent pourvoi a été présentée. Le juge Hall en a été saisi. Il a octroyé une injonction provisoire interdisant aux défendeurs nommément désignés ainsi qu'à «John Doe, Jane Doe et autres personnes inconnues», et «toutes les personnes ayant connaissance de [l']ordonnance», de faire tout acte nuisant aux activités de MacMillan Bloedel dans les lieux spécifiés: (1993), 106 D.L.R. (4th) 556. Il a aussi prorogé jusqu'au 31 août 1994 les injonctions accordées par le juge en chef Esson et le juge Hamilton. Les apppellantes ont formé un appel contre cette ordonnance. La Cour d'appel de la Colombie-Britannique l'a rejeté, le juge Wood étant dissident: (1994), 96 B.C.L.R. (2d) 201, 118 D.L.R. (4th) 1, 93 C.C.C. (3d) 289, [1994] 10 W.W.R. 705, 50 B.C.A.C. 100, 82 W.A.C. 100, 32 C.P.C. (3d) 11 (ci-après cité aux B.C.L.R.). Elles se pourvoient maintenant devant notre Cour.

L'injonction interdit aux membres du public de barrer le pont de la rivière Kennedy et autorise la

authorized the police to remove offenders in the following terms:

AND THIS COURT FURTHER ORDERS that any persons attending at or near the Kennedy River Bridge during working hours of the Plaintiff and while vehicles are travelling along the travelled roadway in such area shall situate themselves off that roadway and shall not attend within fifteen feet of that roadway;

AND THIS COURT FURTHER ORDERS that any peace officer be authorized to arrest and remove any person who the peace officer has reasonable and probable grounds to believe is contravening or has contravened the provisions of this order;

7 The police arrested over 800 individuals during the summer and fall of 1993 for violating the interlocutory orders obtained by MacMillan Bloedel. The vast majority of the people arrested were not named as defendants in the Statement of Claim. Six hundred and twenty-six people were convicted of criminal contempt of court and sanctioned by fines of up to \$3,000 and jail terms of up to 60 days. The individuals arrested came from all parts of Canada and a number of other countries. The evidence establishes that before arresting a protester, the police followed the practice of handing the injunction to the protester and then reading its contents to him or her. Upon this being done, most protesters peacefully left the blockade.

8 Throughout this period, the Attorney General of British Columbia followed a policy of not laying criminal charges against environmental groups or individuals engaged in civil disobedience, leaving it instead to the affected private parties to seek civil relief through the courts.

9 MacMillan Bloedel has not brought the main action on for trial. Its counsel did not suggest that it ever would. The government policy has changed and the protests have died down. The injunctions have long since expired.

police à emmener tout contrevenant. Elle est ainsi libellée:

[TRADUCTION] LA COUR ORDONNE EN OUTRE que toute personne se trouvant au pont de la rivière Kennedy ou à proximité durant les heures ouvrables de la demanderesse et au moment où les véhicules circulent sur la chaussée à cet endroit se retire et ne s'approche pas de plus de quinze pieds de la chaussée;

LA COUR ORDONNE EN OUTRE que tout agent de la paix qui a des motifs raisonnables de croire qu'une personne est en train d'enfreindre ou a enfreint les dispositions de la présente ordonnance soit autorisé à l'arrêter et à l'emmener;

Durant l'été et l'automne 1993, la police a arrêté plus de 800 personnes pour violation des ordonnances interlocutoires obtenues par MacMillan Bloedel. La grande majorité des personnes arrêtées n'étaient pas désignées nommément comme défenderesses dans la déclaration. Six cent vingt-six d'entre elles ont été déclarées coupables d'outrage criminel et frappées d'amendes allant jusqu'à 3 000 \$ et de peines d'emprisonnement allant jusqu'à 60 jours. Les personnes arrêtées venaient de toutes les régions du Canada et d'un certain nombre d'autres pays. La preuve établit qu'avant d'arrêter un manifestant, les policiers lui remettaient l'injonction et lui en lisraient le texte. La plupart des manifestants se retireraient alors paisiblement.

Durant toute cette période, le procureur général de la Colombie-Britannique s'en est tenu à sa politique de ne pas porter d'accusations au criminel contre les groupes environnementalistes ou les individus se livrant à des actes de désobéissance civile, laissant plutôt aux parties privées lésées le soin de demander réparation devant les tribunaux.

MacMillan Bloedel n'a pas inscrit l'action principale pour instruction et son avocat n'a pas indiqué qu'elle allait l'y inscrire un jour. La politique gouvernementale a changé et les manifestations ont arrêté. Les injonctions ont expiré depuis longtemps.

II. Judgments of the British Columbia Courts

Hall J. granted the order in terms similar to previous orders made in this matter by other justices of the Supreme Court of British Columbia.

The Court of Appeal upheld the order, Wood J.A. dissenting. The majority of the Court of Appeal was satisfied that the Supreme Court, as a court of inherent jurisdiction, had jurisdiction to make orders binding on non-parties and that the use of such power was justified to preserve the respondent's property rights in the face of mass obstruction. Wood J.A. dissented on the ground that court orders are binding only on named parties to the action, and that the epithets "John Doe, Jane Doe and Persons Unknown" did not make members of the public parties to the action. In his view, the proper remedy when mass action threatens to overrun private rights is for the Attorney General to enforce the criminal law.

III. The Issues

The appellants make one main point: the court, in the context of civil litigation between private parties, does not have the power to grant an injunction which binds non-parties or the general public. Nor can the problem be cured, in their view, by the use of terms like "John Doe", "Jane Doe" or "Persons Unknown". The appellant Valerie Langer argues that if the courts have the power to make orders against non-parties, it is not appropriate to include provisions authorizing the police to arrest and detain strangers to the litigation. Three issues, therefore, arise:

- (1) Do the courts have the power in the context of civil litigation between private parties to enjoin non-parties or members of the public from designated conduct?

II. Les jugements des tribunaux de la Colombie-Britannique

L'ordonnance du juge Hall est rédigée en des termes semblables à ceux des ordonnances antérieures des autres juges de la Cour suprême de la Colombie-Britannique sur cette question.

La Cour d'appel a confirmé l'ordonnance, le juge Wood exprimant sa dissidence. Les juges majoritaires étaient convaincus que la Cour suprême, de par sa compétence inhérente, était habilitée à rendre des ordonnances opposables aux tiers et que l'exercice d'un tel pouvoir était justifié puisqu'il visait à défendre les droits de propriété de l'intimée contre une obstruction en masse. Le juge Wood, dissident, a affirmé que les ordonnances judiciaires ne sont opposables qu'aux parties à l'action nommément désignées et que les termes «Jane Doe, John Doe et autres personnes inconnues» n'avaient pas pour effet de constituer des membres du public parties à l'action. À son avis, la réparation convenable en cas d'actes en masse menaçant de porter atteinte à des droits privés est la prise de mesures par le procureur général pour faire respecter le droit criminel.

III. Les questions en litige

Les appelantes font valoir un argument principal: le tribunal, dans le contexte d'un litige civil entre parties privées, n'a pas le pouvoir d'accorder une injonction opposable aux tiers ou au grand public. De plus, à leur avis, l'emploi des mots «John Doe», «Jane Doe» ou «autres personnes inconnues» ne constitue pas une solution au problème. L'appelante Valerie Langer soutient que, si les tribunaux ont le pouvoir de rendre des ordonnances contre des tiers, il ne convient pas d'y inclure des dispositions autorisant la police à arrêter et à détenir des personnes étrangères au litige. Trois questions se posent donc:

- (1) Les tribunaux ont-ils le pouvoir, dans le contexte de litiges civils entre parties privées, d'interdire aux tiers ou aux membres du public d'accomplir certains actes?

10

11

12

- (2) If so, can such orders be made using terms like "John Doe" or "Jane Doe" or "Persons Unknown"?
- (3) If the courts can make such orders, is it appropriate to include in them provisions authorizing the police to arrest and detain strangers to the litigation?

IV. Analysis

A) *Do the Courts Have Jurisdiction to Make Orders Binding on Non-Parties?*

13

This case, like most, rests on a fundamental conflict. The conflict is between the right to express public dissent on the one hand, and the exercise of property and contractual rights on the other. Thus the appellants are wrong in asserting that the orders in question are nothing more than "government by injunction" aimed at suppressing public dissent. The respondent is equally wrong in asserting that this case has nothing to do with the public expression of dissenting views and pertains only to private property. This case is about both. In a society that prizes both the right to express dissent and the maintenance of private rights, a way to reconcile both interests must be found. One of the ways this can be done is through court orders like the one at issue in this case. The task of the courts is to find a way to protect the legitimate exercise of lawful private rights while preserving maximum scope for the lawful exercise of the right of expression and protest.

14

At issue in this case is the power of the courts to use an injunction granted in private litigation to regulate or curtail public conduct. The protesters, members of the public, were blocking public roads. The injunction ordered them not to do so and provided for their arrest if they persisted. The submission of the appellant Greenpeace comes down to this: private parties cannot use the courts to curtail the activity of members of the public because private litigation is confined to named,

- (2) Dans l'affirmative, ces ordonnances peuvent-elles inclure les termes «John Doe», «Jane Doe» ou «autres personnes inconnues»?
- (3) Si les tribunaux peuvent rendre de telles ordonnances, convient-il d'y inclure des dispositions autorisant la police à arrêter et détenir des personnes étrangères au litige?

IV. Analyse

A) *Les tribunaux ont-ils compétence pour rendre des ordonnances opposables aux tiers?*

Comme il en va dans la plupart des cas, le présent pourvoi se rattache à un conflit fondamental. Il s'agit en l'espèce du conflit entre le droit de manifester publiquement sa dissidence, d'une part, et l'exercice de droits de propriété et de droits contractuels, d'autre part. Aussi les appelantes ont-elles tort d'affirmer que les ordonnances en question ne sont rien d'autre qu'une forme de [TRADUCTION] «gouvernement par injonction» qui vise à supprimer l'expression publique de la dissidence. L'intimée a également tort d'affirmer que le présent pourvoi n'a rien à voir avec l'expression publique d'une différence d'opinions et ne concerne que la propriété privée. Le présent pourvoi doit être examiné sous ces deux aspects. Dans une société qui prise aussi bien le droit de manifester sa dissidence que la préservation des droits privés, il faut trouver un moyen de concilier les deux intérêts. Les ordonnances judiciaires telles que celle en cause constituent un tel moyen. La tâche des tribunaux consiste à trouver une façon de protéger l'exercice légitime de droits privés tout en laissant le plus possible libre cours à l'exercice légal du droit d'exprimer son opinion et de manifester.

Se trouve en cause en l'espèce le pouvoir des tribunaux d'utiliser l'injonction accordée dans un litige civil pour réglementer ou restreindre les actes du public. Les manifestants, membres du public, barraient des chemins publics. L'injonction leur ordonnait de s'en abstenir et prévoyait leur arrestation s'ils persistaient. L'argument de l'appelante Greenpeace revient à dire que les parties privées ne peuvent pas utiliser les tribunaux pour restreindre l'activité de membres du public parce que

identifiable parties. If members of the public violate the law, disturb the peace or interfere with the lawful exercise of private rights, it is a matter for the Attorney General to prosecute under the criminal law or seek an injunction in the public interest.

It is accepted by all that the British Columbia Supreme Court, as a court of inherent jurisdiction, possesses the power required to maintain the rule of law. More specifically, the broad power of the Court to grant interlocutory injunctions is confirmed by the *Law and Equity Act*, R.S.B.C. 1979, c. 224, s. 36, which provides for their grant "in all cases in which it appears to the court to be just or convenient that the order should be made . . . on terms and conditions the court thinks just". Relying on these powers, MacMillan Bloedel argues that where a court of inherent jurisdiction has jurisdiction over a dispute or *lis* by reason of private litigation, it can make all orders necessary to preserve the rights of the parties, including orders against unknown persons where this is necessary to make the relief effective. Citing this Court's recent decision in *Weber v. Ontario Hydro*, [1995] 2 S.C.R. 929, MacMillan Bloedel argues that if the rule of law is to be maintained, it must not be deprived of an effective remedy. MacMillan Bloedel contends that the sole purpose of the injunction at issue was to remove the physical blockades that prevented it from exercising the property rights asserted in the action. Having made out a *prima facie* case that its property rights were being violated, MacMillan Bloedel takes the position that it was entitled to an interim order protecting those rights. An order going merely against named parties, i.e., those who had blocked the road in the past, would be ineffective because new people were arriving daily to participate in the blockades. Since the only effective way to protect its rights was, in MacMillan Bloedel's submission, by means of an order directed at unknown persons, it contends that the British Columbia Supreme Court had jurisdiction to grant the order sought.

les litiges privés sont limités à des parties nommément désignées, identifiables. Si des membres du public violent la loi, troublent l'ordre public ou portent atteinte à l'exercice légal de droits privés, il appartient au procureur général d'engager des poursuites au criminel ou de demander une injonction dans l'intérêt public.

Tous s'entendent pour reconnaître que la Cour suprême de la Colombie-Britannique, en tant que cour de compétence inhérente, possède le pouvoir de maintenir la primauté du droit. Plus précisément, le large pouvoir de la cour d'octroyer des injonctions interlocutoires est confirmé par la *Law and Equity Act*, R.S.B.C. 1979, ch. 224, art. 36, qui prévoit l'octroi de telles injonctions [TRADUCTION] «dans tous les cas où il lui paraît juste ou opportun de le faire, [...] selon les modalités qu'elle juge équitables». Invoquant ces pouvoirs, MacMillan Bloedel soutient que, lorsqu'une cour de compétence inhérente est habilitée à juger un litige de nature privée, elle peut rendre toute ordonnance nécessaire pour préserver les droits des parties, y compris des ordonnances contre des personnes inconnues si cela s'impose pour rendre la réparation efficace. Citant la décision récente de notre Cour *Weber c. Ontario Hydro*, [1995] 2 R.C.S. 929, MacMillan Bloedel fait valoir que le maintien de la primauté du droit commande qu'elle ne soit pas privée d'une réparation efficace. Selon elle, le seul objet de l'injonction en cause était de faire enlever les obstacles matériels qui l'empêchaient d'exercer les droits de propriété qu'elle faisait valoir dans l'action. Ayant établi à première vue l'atteinte à ses droits de propriété, MacMillan Bloedel fait valoir qu'elle avait droit à une ordonnance provisoire protégeant ces droits. Une ordonnance qui ne se serait appliquée qu'à des parties nommément désignées, c'est-à-dire celles qui avaient barré le chemin dans le passé, aurait été inefficace parce que d'autres personnes arrivaient tous les jours pour renforcer les barrages. Comme le seul moyen efficace de protéger ses droits était, d'après MacMillan Bloedel, une ordonnance dirigée contre des personnes inconnues, elle affirme que la Cour suprême de la Colombie-Britannique avait compétence pour accorder l'ordonnance demandée.

16

Against this position, the appellants raise two arguments. The first is that the courts have no inherent jurisdiction to make orders against members of the public in criminal law matters. The second is that the courts have no jurisdiction to make orders against unnamed parties. I will consider each in turn.

(1) The Criminal Law Argument

17

The appellant Langer argues that there was no need for the B.C. Supreme Court to assume jurisdiction over unknown parties because an alternative remedy was available. MacMillan Bloedel's "most obvious" remedy, she submits, was to "prevail upon law enforcement officials to enforce the *Criminal Code*".

18

On a practical level, this remedy offered little assistance to MacMillan Bloedel in the summer of 1993. The Attorney General of British Columbia had a specific policy not to lay criminal charges against environmental groups engaging in civil disobedience, but to leave it to affected parties to seek injunctive relief. MacMillan Bloedel submits that it was precisely because the Attorney General was not acting that it needed the protection of an interim injunction.

19

Underlying the argument that the proper remedy lay in the criminal law is the proposition that, as a matter of law, it is for the Attorney General alone to decide whether and how to deal with conduct of a criminal nature. If the Attorney General decides that it is not in the public interest for the government to act, it is not open to a private party to enlist the aid of the courts to stop the conduct. The appellant Langer relies on *Robinson v. Adams* (1924), 56 O.L.R. 217 (C.A.), and *Gouriet v. Union of Post Office Workers*, [1978] A.C. 435 (H.L.), in support of this contention.

20

I cannot accept the appellant's position. The mere fact that conduct may be characterized as

À l'opposé, les appelantes font valoir deux arguments. Le premier veut que les tribunaux n'aient pas de compétence inhérente pour rendre des ordonnances contre des membres du public en matière criminelle. Le second est que les tribunaux n'ont pas compétence pour rendre des ordonnances contre des personnes non désignées nommément. J'examinerai chaque argument à tour de rôle.

(1) L'argument relatif au droit criminel

L'appelante Langer soutient qu'il n'était pas nécessaire que la Cour suprême de la Colombie-Britannique assume la compétence à l'égard de parties inconnues parce qu'une autre réparation pouvait être obtenue. La réparation [TRADUCTION] «la plus évidente» pour MacMillan Bloedel, soutient-elle, était de [TRADUCTION] «persuader les autorités chargées de l'application de la loi de faire respecter le *Code criminel*».

Sur le plan pratique, cette réparation n'était pas d'un grand secours pour MacMillan Bloedel durant l'été 1993. La politique du procureur général de la Colombie-Britannique était précisément de ne pas porter d'accusations au criminel contre les groupes environnementalistes se livrant à des actes de désobéissance civile et de laisser plutôt aux parties lésées le soin de demander une injonction. MacMillan Bloedel soutient que c'est justement parce que le procureur général n'agissait pas qu'elle avait besoin de la protection d'une injonction provisoire.

L'argument que la réparation qui convient relève du droit criminel repose sur l'assertion qu'en droit, il appartient au procureur général seul de décider de l'opportunité et de la nature des mesures à prendre en cas d'infraction de nature criminelle. Si ce dernier décide que l'intervention de l'État ne sert pas l'intérêt public, cela ne donne pas ouverture à un recours d'une partie privée. Pour étayer cette prétention, l'appelante Langer cite les arrêts *Robinson c. Adams* (1924), 56 O.L.R. 217 (C.A.), et *Gouriet c. Union of Post Office Workers*, [1978] A.C. 435 (H.L.).

Je ne peux pas accepter cette position. Le simple fait qu'une conduite puisse être qualifiée de crimi-

criminal does not deprive a person whose private rights are affected from seeking relief in the civil courts. *Robinson* and *Gouriet* deal with the narrower issue whether a person who asserts no private right has standing to advance the public interest without first obtaining the consent of the Attorney General. Where, as here, a private litigant's rights are affected by criminal conduct, there is no question that the litigant has such standing: Sharpe, *Injunctions and Specific Performance* (2nd ed. 1995 (loose-leaf)), c. 4; *Robinson, supra*; *Gouriet, supra*. More specifically, where criminal conduct affects property rights, the person so affected may invoke the equitable jurisdiction of the court to obtain an injunction prohibiting the conduct: Sharpe, *supra*, at p. 3-32; *Hurtig v. Reiss*, [1937] 3 W.W.R. 549 (Man. C.A.). Sharpe cites the following passage from *Boyce v. Paddington Borough Council*, [1903] 1 Ch. 109, at p. 114, rev'd, [1903] 2 Ch. 556 (C.A.), rev'd [1906] A.C. 1 (H.L.), as a classic statement of the right of a private individual to seek relief from criminal conduct in the civil courts:

A plaintiff can sue without joining the Attorney-General in two cases: first, where the interference with the public right is such as that some private right of his is at the same time interfered with (e.g., where an obstruction is so placed in a highway that the owner of premises abutting upon the highway is specially affected by reason that the obstruction interferes with his private right to access from and to his premises to and from the highway); and secondly, where no private right is interfered with, but the plaintiff, in respect of his public right, suffers special damage peculiar to himself from the interference with the public right. [Emphasis added.]

Section 11 of the *Criminal Code*, R.S.C., 1985, c. C-46, codifies this principle in unqualified terms: "No civil remedy for an act or omission is suspended or affected by reason that the act or omission is a criminal offence".

I conclude that the fact that the conduct of blocking the roads can be characterized as criminal does not deprive the British Columbia Supreme

nelle n'empêche pas une personne dont les droits privés sont violés de demander une réparation devant les tribunaux civils. Les arrêts *Robinson* et *Gouriet* portent sur la question plus étroite de savoir si une personne qui ne fait valoir aucun droit privé a qualité pour défendre l'intérêt public sans d'abord obtenir le consentement du procureur général. Lorsque, comme en l'espèce, une conduite criminelle porte atteinte aux droits d'un poursuivant privé, il n'y a pas de doute que le poursuivant a cette qualité: Sharpe, *Injunctions and Specific Performance* (2^e éd. 1995 (feuilles mobiles)), ch. 4; arrêts *Robinson* et *Gouriet*, précités. Plus précisément, lorsqu'une conduite criminelle porte atteinte à des droits de propriété, la personne lésée peut demander à la cour d'exercer sa compétence en *equity* pour décerner une injonction interdisant cette conduite: Sharpe, *op. cit.*, à la p. 3-32; *Hurtig c. Reiss*, [1937] 3 W.W.R. 549 (C.A. Man.). Sharpe cite le passage suivant de l'arrêt *Boyce c. Paddington Borough Council*, [1903] 1 Ch. 109, à la p. 114, inf. par [1903] 2 Ch. 556 (C.A.), inf. par [1906] A.C. 1 (H.L.), qui est pour lui l'exposé classique du droit d'une personne privée de demander réparation d'une conduite criminelle devant les tribunaux civils:

[TRADUCTION] Un demandeur peut engager une poursuite sans l'intervention du procureur général dans deux cas: premièrement, lorsque l'atteinte au droit public a pour effet de porter atteinte à un droit privé du demandeur (par ex., quand une obstruction de la voie publique porte particulièrement préjudice au propriétaire d'un bien-fonds attenant à la voie publique du fait qu'elle viole son droit privé d'accès à son bien-fonds); deuxièmement, lorsque aucune atteinte n'est portée à un droit privé, mais que le demandeur subit, en ce qui a trait à son droit public, un préjudice particulier qui lui est propre du fait de l'atteinte au droit public. [Je souligne.]

L'article 11 du *Code criminel*, L.R.C. (1985), ch. C-46, codifie ce principe sans réserve: «Aucun recours civil pour un acte ou une omission n'est suspendu ou atteint du fait que l'acte ou omission constitue une infraction criminelle».

Je conclus que le fait que la conduite consistant à barrer les chemins puisse être qualifiée de criminelle ne prive pas la Cour suprême de la Colom-

Court of the right to grant an injunction against potential offenders in a civil action.

(2) The Problem of Unidentified Persons

22 The second jurisdictional attack on the interim injunction is the assertion that the courts do not have the jurisdiction to make orders binding on non-parties. On this submission, an order can bind only parties named in the action. Wood J.A. accepted this argument. In his view, it is "a principle fundamental to our notion of justice" (p. 231) that "the single-minded purpose of the modern day writ of summons and its ancestors has been to give the defendant notice of the proceedings against him, by virtue of which notice the courts then had jurisdiction to grant relief at the behest of the plaintiff" (pp. 231-32). Relying on English authority, Wood J.A. concluded that, absent a writ directed against an individual personally, the court lacks jurisdiction to make an order against that person.

bie-Britannique du droit de décerner une injonction contre des contrevenants éventuels dans une action au civil.

(2) Le problème des personnes non identifiées

Le second moyen déclinatoire contre l'injonction provisoire est l'assertion que les tribunaux n'ont pas compétence pour rendre des ordonnances opposables aux tiers. Selon cet argument, une ordonnance ne peut être opposable qu'aux parties nommément désignées dans l'action. Le juge Wood a approuvé cet argument. À son avis, il existe [TRADUCTION] «un principe fondamental dans notre conception de la justice» (p. 231), selon lequel «l'objet unique du bref d'assignation moderne et de ceux qui l'ont précédé a été d'aviser le défendeur des poursuites intentées contre lui, et que cet avis conférait aux tribunaux la compétence pour accorder réparation au demandeur» (pp. 231 et 232). S'appuyant sur la jurisprudence anglaise, le juge Wood a conclu que, en l'absence d'un bref adressé à une personne en particulier, le tribunal n'avait pas compétence pour rendre une ordonnance contre cette personne.

23 I propose to consider this argument in two ways: first, from the perspective of the authorities, and second, from the perspective of the effect that such a rule would have on maintaining the rule of law in Canadian society. I turn first to the authorities. I conclude that while the relevant principles have been articulated somewhat differently in England and Canada, the practical effect is the same: in both countries, non-parties who violate injunctions may be found in contempt of court. Hence, non-parties may be seen as being, if not technically bound by the order, bound to obey the order. The same rule, it will be seen, has been accepted in other countries with legal systems similar to our own.

Je me propose d'étudier cet argument sous deux angles: premièrement, en faisant l'analyse de la jurisprudence, et deuxièmement, en examinant l'effet qu'une telle règle aurait sur le maintien de la primauté du droit dans la société canadienne. Voyons d'abord la jurisprudence. À mon avis, si les principes pertinents ont été énoncés un peu différemment en Angleterre et au Canada, l'effet est le même en pratique: dans les deux pays, les tiers qui violent une injonction peuvent être déclarés coupables d'outrage au tribunal. On peut donc dire que, strictement parlant, l'ordonnance n'est pas opposable aux tiers, mais que ceux-ci sont tenus de s'y conformer. Nous verrons que la même règle a été acceptée dans d'autres pays dont le système juridique est semblable au nôtre.

24 It is important at the outset to keep one distinction firmly in mind, as the failure to do so led to some confusion in the submissions before us. I refer to the distinction between the question whether an order may refer to classes of unnamed persons, and the quite separate question whether an

Il est une distinction qu'il importe au début de bien retenir, car l'omission d'en tenir compte a entraîné une certaine confusion dans les arguments qui nous ont été présentés. Il s'agit de la distinction entre la question de savoir si une ordonnance peut faire mention de catégories de personnes non

order can bind persons not party to the litigation. The first is a procedural question, a matter of pleading. The second is the real question raised by the dissenting opinion of Wood J.A. It is with the second question that I am concerned at this point.

The argument that the jurisdiction of the courts is confined to parties named and served in the action rests on the notion that the courts can act only *in personam*; that is, against named individuals. In *Marengo v. Daily Sketch and Sunday Graphic, Ltd.*, [1948] 1 All E.R. 406 (H.L.), Lord Uthwatt cited *Iveson v. Harris* (1802), 7 Ves. 251, 32 E.R. 102, at p. 104, for the proposition that a court is not competent "to hold a man bound by an injunction, who is not a party in the cause for the purpose of the cause". He went on to say (at p. 407):

The reference to servants, workmen, and agents in the common form is nothing other than a warning against wrongdoing to those persons who may by reason of their situation be thought easily to fall into the error of implicating themselves in a breach of the injunction by the defendant. There its operation, in my opinion, ends.

The traditional English rule thus appears to be that only named parties can be bound by a court order. While general terminology referring to others may be included in the order, this is done only to capture the idea that the named party — often a corporation — is enjoined from committing the specified act both directly and through the actions of others, such as servants and agents, whom it may direct. The general terminology also serves to provide a warning to third parties who might otherwise implicate themselves in a breach of the order.

If third parties are not bound by an order, it would seem logically to follow that they cannot personally be held responsible for breaching it. Nevertheless, the English courts accept that non-

désignées nommément, et la question tout à fait distincte de savoir si une ordonnance peut être opposable à des personnes qui ne sont pas parties à l'action. La première est une question de procédure, qui concerne les actes de procédure. La seconde est la question que soulève véritablement l'opinion dissidente du juge Wood. C'est à la seconde que je vais maintenant m'attarder.

L'argument que la compétence des tribunaux est limitée aux parties nommément désignées auxquelles la procédure a été signifiée repose sur l'idée que les tribunaux ne peuvent agir qu'*in personam*, c'est-à-dire contre des personnes nommément désignées. Dans *Marengo c. Daily Sketch and Sunday Graphic, Ltd.*, [1948] 1 All E.R. 406 (H.L.), lord Uthwatt s'est fondé sur l'arrêt *Iveson c. Harris* (1802), 7 Ves. 251, 32 E.R. 102, à la p. 104, pour affirmer qu'un tribunal n'a pas compétence [TRADUCTION] «pour rendre une injonction opposable à une personne qui n'est pas partie à l'action aux fins de l'action». Il ajoute (à la p. 407):

[TRADUCTION] La mention des employés, ouvriers et mandataires incluse dans la formulation courante n'est rien d'autre qu'un avertissement adressé aux personnes qui, de par leur situation, sont susceptibles de participer à une violation de l'injonction par le défendeur. Elle n'a pas d'autre effet, à mon avis.

La règle anglaise traditionnelle semble donc être qu'une ordonnance judiciaire n'est opposable qu'aux parties nommément désignées. Certes, des termes généraux désignant d'autres personnes peuvent être inclus dans l'ordonnance, mais leur emploi ne vise qu'à exprimer l'idée qu'il est interdit à la partie nommément désignée — souvent une personne morale — d'accomplir l'acte spécifié tant directement que par l'intermédiaire d'autres personnes, telles que les employés et mandataires, qui peuvent agir sous ses ordres. Les termes généraux servent aussi à donner un avertissement aux tiers qui pourraient sans cela participer à une violation de l'ordonnance.

Si l'ordonnance n'est pas opposable aux tiers, il semble qu'il s'ensuive logiquement qu'on ne puisse leur reprocher sa violation. Néanmoins, les tribunaux anglais acceptent que des tiers soient

parties may be held guilty of contempt for violating court orders. The House of Lords has recently confirmed that a person not named in an order may be held in contempt of court for doing the act prohibited by the order, even when acting independently and not aiding or abetting the named defendant: *Attorney-General v. Times Newspapers Ltd.*, [1991] 2 W.L.R. 994 (H.L.); see also *In re Supply of Ready Mixed Concrete*, [1991] 3 W.L.R. 707 (C.A.), at p. 718. In this sense, it may be argued that the English authorities, despite an apparent rule to the contrary, in fact hold that injunctions are binding on persons other than the parties to the action.

déclarés coupables d'outrage en cas de violation d'ordonnances judiciaires. La Chambre des lords a confirmé récemment qu'une personne non désignée nommément dans une ordonnance peut être déclarée coupable d'outrage au tribunal pour avoir commis l'acte interdit par l'ordonnance, même si elle a agi de manière indépendante et non pour aider ou encourager le défendeur nommément désigné: *Attorney-General c. Times Newspapers Ltd.*, [1991] 2 W.L.R. 994 (H.L.); voir également *In re Supply of Ready Mixed Concrete*, [1991] 3 W.L.R. 707 (C.A.), à la p. 718. En ce sens, on peut soutenir que les tribunaux anglais, malgré une règle apparemment contraire, jugent en fait que les injonctions sont opposables à des personnes qui ne sont pas parties à l'action.

27 How is the fact that non-parties can be found guilty of violating court orders and sent to prison therefor to be reconciled with the assertion of the English authorities that only parties to the litigation can be bound by court orders? On the level of theory, these apparently contradictory positions are reconciled by the distinction between being bound by an injunction as a party to the action and being guilty of contempt of court by obstructing justice. Only parties are "bound" by the injunction. But anyone who disobeys the order or interferes with its purpose may be found to have obstructed the course of justice and hence be found guilty of contempt of court. Thus in *Seaward v. Paterson*, [1897] 1 Ch. 545 (C.A.), Lindley L.J. wrote (at p. 555):

A motion to commit a man for breach of an injunction, which is technically wrong unless he is bound by the injunction, is one thing; and a motion to commit a man for contempt of Court, not because he is bound by the injunction by being a party to the cause, but because he is conducting himself so as to obstruct the course of justice, is another and a totally different thing.

28 On the level of practice, the distinction seems to be a distinction without a difference since in either case, a person not named in the action who violates the injunction may be brought before the courts, tried, and penalized. The difference vanishes in the Canadian context where the practice is to charge non-parties with contempt rather than for violating

Comment donc concilier le fait que des tiers puissent être déclarés coupables de violation d'ordonnances judiciaires et incarcérés, avec l'affirmation des tribunaux anglais que ces ordonnances ne sont opposables qu'aux parties au litige? Sur le plan théorique, ces positions apparemment contradictoires sont conciliées par la distinction entre l'opposabilité de l'injonction aux parties à l'action et l'imputabilité de l'outrage à celui qui se rend coupable d'entrave à la justice. L'injonction n'est «opposable» qu'aux parties. Mais quiconque enfreint l'ordonnance ou en gêne l'application peut se voir reprocher une entrave à la justice et donc se rendre coupable d'outrage au tribunal. C'est ainsi que dans *Seaward c. Paterson*, [1897] 1 Ch. 545 (C.A.), le lord juge Lindley écrit (à la p. 555):

[TRADUCTION] Une requête tendant à l'incarcération d'une personne pour violation d'une injonction, qui est strictement parlant mal fondée sauf si l'injonction lui est opposable, est une chose; une requête visant à l'incarcération d'une personne pour outrage au tribunal, non pas parce que l'injonction lui est opposable en tant que partie à l'action, mais parce que son acte est une entrave à la justice, est une tout autre chose.

Sur le plan pratique, la distinction semble ne reposer sur aucune différence réelle car dans l'un et l'autre cas, une personne non désignée nommément dans l'action qui viole l'injonction peut être traduite en justice, jugée et frappée d'une peine. La différence est inexisteante en droit canadien puisque, d'ordinaire, ce qui est reproché aux tiers est

the injunction. In the case at bar, for example, the 626 people convicted under the various injunctions were convicted not of violating the injunction, but of criminal contempt.

It thus emerges that Wood J.A. correctly asserts the existence of the English rule that injunctions bind only parties to the action. The assertion, however, is of little consequence because third parties who violate or interfere with the injunction may be prosecuted for contempt of court. The case at bar does not raise the issue whether non-parties are bound by an injunction in the technical sense discussed by Wood J.A.; it does raise the issue whether non-parties can be found in contempt of court for violating an injunction. On the English authorities, the answer to that question is indubitably affirmative.

Canadian judges considering the problem of mass violations of private rights have made less of the distinction between being bound by an injunction (confined to parties) and being bound to obey an injunction (not confined to parties). In *Bartle & Gibson Co. v. Retail, Wholesale and Department Store Union, Local 580*, [1971] 2 W.W.R. 449 (B.C.C.A.), Tysoe J.A., considering a submission that non-parties should not be described in an order, stated (at p. 455):

I find it a little difficult to understand why, if it is true — and it is, of course, quite true that persons who, with knowledge of an order, take any steps to assist in contravening it, may be proceeded against for contempt of court — why the order should not provide that it covers somebody who, having knowledge of the order, disobeys it.

A similar recognition that anyone who violates a court order, whether a party or not, may be charged with contempt of court seems to underlie the comment of Estey J., speaking for this Court in *International Longshoremen's Association, Local*

un outrage au tribunal plutôt que la violation de l'injonction. En l'espèce, par exemple, les 626 personnes déclarées coupables à l'égard des diverses injonctions ont été déclarées coupables non pas de violation d'une injonction mais bien d'outrage criminel.

Il appert donc que le juge Wood a invoqué avec raison l'existence de la règle anglaise voulant que les injonctions ne soient opposables qu'aux parties à l'action. Cela porte cependant peu à conséquence, parce que les tiers qui violent l'injonction ou en gênent l'application peuvent être poursuivis pour outrage au tribunal. La présente espèce ne soulève pas la question de savoir si une injonction est, strictement parlant, au sens où l'entend le juge Wood, opposable aux tiers; elle pose toutefois celle de savoir si les tiers peuvent se rendre coupables d'outrage au tribunal pour violation d'une injonction. Selon la jurisprudence anglaise, il faut indubitablement répondre à cette question par l'affirmative.

Les juges canadiens appelés à statuer sur le problème des violations en masse de droits privés ont fait moins de cas de la distinction entre l'opposabilité d'une injonction (limitée aux parties) et l'obligation de s'y conformer (non limitée aux parties). Dans *Bartle & Gibson Co. c. Retail, Wholesale and Department Store Union, Local 580*, [1971] 2 W.W.R. 449 (C.A.C.-B.), le juge Tysoe, qui examine l'argument que les tiers ne doivent pas être mentionnés dans une ordonnance, dit ceci (à la p. 455):

[TRADUCTION] Je trouve un peu difficile de comprendre, s'il est vrai — et il est bien sûr tout à fait vrai — que les personnes qui, ayant connaissance d'une ordonnance, aident quelqu'un à la violer peuvent être l'objet de poursuites pour outrage au tribunal, pourquoi l'ordonnance ne devrait pas préciser qu'elle s'applique à quiconque l'enfreint sciemment.

Il semble que le juge Estey reconnaissse lui aussi que toute personne, qu'elle soit ou non partie à l'action, qui viole une ordonnance judiciaire peut être accusée d'outrage au tribunal, lorsqu'il s'exprime en ces termes au nom de notre Cour dans

273 v. *Maritime Employers' Association*, [1979] 1 S.C.R. 120, at p. 144:

However [language enjoining non-parties] has, for many years, been adopted in these injunctions . . . no doubt for the good reason that it makes the impact and sense of the order clear to all those likely to be affected thereby and, in any event, such wording can hardly be said to harm any of the persons in law affected by the order. [Emphasis added.]

In other words, since persons other than named parties may be affected by the order, and be held in contempt for violating it, it makes good sense to use language which alerts those people to that risk. More recent English authority suggests that courts there, too, may be coming to see the practical value of such an approach. Thus, in *Attorney General v. Newspaper Publishing plc*, [1987] 3 All E.R. 276 (C.A.), at pp. 314-15, Balcombe L.J. commented that in an appropriate case it may be "preferable" for the court to make its initial protective order in terms which make it clear to members of the public who may be affected by the order that they also are required to obey it.

Association internationale des débardeurs, section locale 273 c. Association des employeurs maritimes, [1979] 1 R.C.S. 120, à la p. 144:

Toutefois, [la formulation portant interdiction aux tiers] a été adoptée dans les injonctions depuis plusieurs années [. . .], sans aucun doute pour la bonne raison que la portée et le sens de l'ordonnance apparaissent ainsi clairement aux personnes qui sont vraisemblablement visées. De toute façon, on ne saurait dire que cette formulation cause un préjudice aux personnes visées en droit par l'ordonnance. [Je souligne.]

Autrement dit, comme les personnes non désignées nommément peuvent être visées par l'ordonnance et être déclarées coupables d'outrage pour violation de celle-ci, il est logique d'employer des termes qui les avertissent de ce risque. D'après des précédents plus récents en Angleterre, les tribunaux anglais commencent peut-être à voir eux aussi la valeur pratique d'une telle façon de faire. Ainsi, dans *Attorney General c. Newspaper Publishing plc*, [1987] 3 All E.R. 276 (C.A.), aux pp. 314 et 315, le lord juge Balcombe fait observer que dans un cas qui s'y prête, il peut être [TRADUCTION] «préférable» que le tribunal rédige son ordonnance protectrice initiale dans des termes qui précisent bien aux membres du public qui peuvent être visés par celle-ci qu'ils sont tenus de s'y conformer.

Il est donc possible d'affirmer avec confiance que la jurisprudence tant anglaise que canadienne appuie le point de vue que les injonctions sont opposables aux tiers: si des tiers violent une injonction, ils s'exposent à une condamnation et à une peine pour outrage au tribunal. Les tribunaux ont compétence pour accorder des injonctions provisoires que tous, sous peine de condamnation pour outrage, doivent respecter. La seule question — qui a préoccupé les tribunaux tant en Angleterre que, à un moindre degré, au Canada — est de savoir s'il y a lieu, par l'insertion dans l'injonction de termes interdisant au public ou à des membres du public de commettre les actes interdits, d'avertir les tiers qu'ils peuvent eux aussi être visés. Sur ce point, je partage l'avis du juge Tysoe dans *Bartle & Gibson*, précité, et du juge Estey dans *Association internationale des débardeurs*, précité: si l'on peut obliger des membres du public à respecter des ordonnances judiciaires dans des actions privées

It may be confidently asserted, therefore, that both English and Canadian authorities support the view that non-parties are bound by injunctions: if non-parties violate injunctions, they are subject to conviction and punishment for contempt of court. The courts have jurisdiction to grant interim injunctions which all people, on pain of contempt, must obey. The only issue — and one which has preoccupied courts both in England and, to a lesser extent, here — is whether the wording of the injunction should warn non-parties that they, too, may be affected by including language enjoining the public, or classes of the public, from committing the prohibited acts. On this point I share the view of Tysoe J.A. in *Bartle & Gibson, supra*, and Estey J. in *International Longshoremen's Association, supra*: if members of the public may be bound to respect court orders in private suits on

pain of being held in contempt, it seems appropriate that the order apprise them of that fact.

It remains to consider a final argument raised by the appellants. Underlying both their submissions and the dissenting reasons of Wood J.A. is the suggestion that it is improper to use private litigation for the sole purpose of obtaining an injunction to constrain public action. Hence the emphasis on the fact that MacMillan Bloedel's main action against the named defendants has never proceeded to trial. Having given this concern my most serious consideration, I conclude that it provides no basis for invalidating the order made in this case. MacMillan Bloedel sued and named as defendants five persons identified at the first blockades. MacMillan Bloedel was entitled to claim against them such relief as the law allows. Although it contented itself with obtaining interim injunctions, MacMillan Bloedel could have proceeded to trial to obtain permanent injunctions and damages against them. The fact that it chose not to pursue the fullest remedy available is not a basis for denying it any other relief allowed by law. The interlocutory injunctions obtained against the named defendants for blocking the logging roads also bound members of the public at large. There is nothing new in this. Canadian courts have for decades followed the practice of issuing orders directed at prohibiting interference with private property rights, which orders affect not only the named parties but also the general public.

For the purposes of this case, it is unnecessary to go further. I note, however, that where a final injunction is in issue, some cases suggest that caution should be exercised in including non-parties in the terms of the order: *Sandwich West (Township) v. Bubu Estates Ltd.* (1986), 30 D.L.R. (4th) 477 (Ont. C.A.); see also *Marengo*, *supra*. Subject to this caveat and other considerations bearing on the special circumstances of the case, the proposi-

sous peine de condamnation pour outrage au tribunal, il semble opportun de les mettre au courant de ce fait.

Il reste à étudier un dernier argument que les appelantes ont fait valoir. Tant les arguments des deux appelantes que les motifs de dissidence du juge Wood reposent sur l'idée qu'il ne convient pas de recourir aux poursuites privées dans le seul but d'obtenir une injonction visant à restreindre l'action du public. D'où l'accent mis sur le fait que l'action principale intentée par MacMillan Bloedel contre les défendeurs nommément désignés n'a jamais atteint l'étape de l'instruction. Après avoir examiné ce point très sérieusement, je conclus qu'il ne justifie pas l'invalidation de l'ordonnance rendue en l'espèce. MacMillan Bloedel a intenté une action et désigné défendeurs cinq personnes ayant participé aux premiers barrages et dont l'identité a pu être établie. MacMillan Bloedel avait le droit de les traduire en justice pour réclamer la réparation prévue par la loi. Quoiqu'elle se soit contentée d'injonctions provisoires, elle aurait pu faire porter l'action au rôle afin d'obtenir des injonctions permanentes et des dommages-intérêts. Le fait qu'elle a choisi de ne pas demander la réparation la plus complète à laquelle elle avait droit n'autorise pas les tribunaux à la priver de toute autre réparation prévue par la loi. Les injonctions interlocutoires obtenues contre les défendeurs nommément désignés qui barraient les chemins d'exploitation étaient aussi opposables au grand public. Il n'y a là rien de nouveau. Les tribunaux canadiens ont depuis des décennies l'habitude de décerner des ordonnances visant à interdire toute atteinte à des droits de propriété privés, lesquelles s'appliquent non seulement aux parties nommément désignées, mais aussi au grand public.

Pour les besoins du présent pourvoi, il n'est pas nécessaire d'aller plus loin. Je ferai remarquer toutefois que, lorsqu'il s'agit d'une injonction définitive, certains précédents établissent que la circonspection s'impose si le tribunal veut étendre à des tiers l'application de l'ordonnance: *Sandwich West (Township) c. Bubu Estates Ltd.* (1986), 30 D.L.R. (4th) 477 (C.A. Ont.); voir aussi *Marengo*, précité. Sous réserve de cette mise en garde et d'autres

tion that the courts possess inherent jurisdiction to issue injunctions to restrain large-scale public action violative of private rights enjoys wide recognition. See the following: *Ontario Hydro v. Johnson* (1985), 1 C.P.C. (2d) 234 (Ont. H.C.); *Morgentaler v. Wiche*, [1989] O.J. No. 2582 (H.C.); *Ontario (Attorney General) v. Dieleman* (1994), 20 O.R. (3d) 229 (Gen. Div.), at pp. 333-36; *Griffin Steel Foundries Ltd. v. Canadian Association of Industrial, Mechanical and Allied Workers* (1977), 80 D.L.R. (3d) 634 (Man. C.A.), at p. 644; *Montres Rolex S.A. v. Balshin*, [1990] 3 F.C. 353 (T.D.), at pp. 365-67, aff'd with a variation of the order, [1993] 1 F.C. 236; *United States v. Hall*, 472 F.2d 261 (5th Cir. 1972), at pp. 265-66; *Madsen v. Women's Health Center, Inc.*, 114 S.Ct. 2516 (1994); *New York State National Organization for Women v. Terry*, 961 F.2d 390 (2d Cir. 1992), at pp. 397-98; *Dayton Women's Health Center v. Enix*, 589 N.E.2d 121 (Ohio Ct. App. 1991), at pp. 125-26; *Roe v. Operation Rescue*, 919 F.2d 857 (3d Cir. 1990), at p. 871; see also *Cornell University v. Livingston*, 332 N.Y.S.2d 843 (Sup. Ct. 1972), at p. 848.

considérations relatives aux faits particuliers de l'espèce, l'assertion que les tribunaux possèdent la compétence inhérente pour décerner des injonctions tendant à restreindre toute action d'envergure du public qui viole des droits privés est généralement acceptée. Voir les décisions suivantes: *Ontario Hydro c. Johnson* (1985), 1 C.P.C. (2d) 234 (H.C. Ont.); *Morgentaler c. Wiche*, [1989] O.J. No. 2582 (H.C.); *Ontario (Attorney General) c. Dieleman* (1994), 20 O.R. (3d) 229 (Div. gén.), aux pp. 333 à 336; *Griffin Steel Foundries Ltd. c. Canadian Association of Industrial, Mechanical and Allied Workers* (1977), 80 D.L.R. (3d) 634 (C.A. Man.), à la p. 644; *Montres Rolex S.A. c. Balshin*, [1990] 3 C.F. 353 (1^{re} inst.), aux pp. 365 à 367, conf. avec modification de l'ordonnance, [1993] 1 C.F. 236; *United States c. Hall*, 472 F.2d 261 (5th Cir. 1972), aux pp. 265 et 266; *Madsen c. Women's Health Center, Inc.*, 114 S.Ct. 2516 (1994); *New York State National Organization for Women c. Terry*, 961 F.2d 390 (2d Cir. 1992), aux pp. 397 et 398; *Dayton Women's Health Center c. Enix*, 589 N.E.2d 121 (Ohio Ct. App. 1991), aux pp. 125 et 126; *Roe c. Operation Rescue*, 919 F.2d 857 (3d Cir. 1990), à la p. 871; voir aussi *Cornell University c. Livingston*, 332 N.Y.S.2d 843 (Sup. Ct. 1972), à la p. 848.

³⁴ Having considered the authorities, I turn to the practical consequences of ruling that courts cannot issue injunctions which non-parties are required to respect. Wood J.A., having concluded that the courts have no such authority, was required to face this problem. He wrote (at p. 248):

Can the courts stand by and watch helplessly when the private rights of the individual are overrun by the mob? Should we turn our backs on the person who looks to us for help in such circumstances over an issue so apparently technical as jurisdiction? If there were no alternative solution to that individual's dilemma, I would be quick to answer "no" to both questions. The progress of the law is an ever-evolving journey which must respond to new challenges lying within its path. Much of the jurisdiction which the Supreme Court exercises today was born out of just such necessitous circumstances.

Après cet examen de la jurisprudence, je m'arrêterai aux conséquences pratiques qu'entraîne toute conclusion selon laquelle les tribunaux ne peuvent pas décerner d'injonctions opposables à des tiers. Ayant conclu que les tribunaux n'ont pas ce pouvoir, le juge Wood a dû se pencher sur ce problème. Il écrit (à la p. 248):

[TRADUCTION] Les tribunaux peuvent-ils rester là sans intervenir pendant que les droits privés de l'individu sont violés par la masse? Devons-nous tourner le dos à la personne qui sollicite notre aide dans une telle situation pour une question — celle de la compétence — qui est de façon aussi manifeste une question de procédure? S'il n'existe pas d'autre solution au problème de cette personne, je serais prompt à répondre par la négative à ces deux questions. Le droit est en constante évolution, sans cesse forcé d'apporter des réponses à des questions nouvelles. Pour une large part, la compétence qu'exerce la Cour suprême aujourd'hui trouve sa source dans de tels besoins impératifs.

However, in my view there is an alternative solution. It lies in the proper discharge of the obligations which attach to the office of the Attorney General.

Wood J.A. went on to state that it is "the responsibility of the Attorney General as the chief law enforcement officer . . . to see to it that the criminal law is enforced" (p. 249).

Every citizen would endorse these words. Yet, as this case demonstrates, to state the obligation of the Attorney General is not to ensure that it will be discharged in such a way as to provide the required protection to citizens injured by the conduct of others. It is to fill this gap that the equitable remedy of injunctions — injunctions which not only the parties but also all others must respect on peril of being found in contempt of court — has developed.

What then of the other side? What are the dangers of empowering the courts to make orders to protect private interests which all must obey on pain of contempt? It is fundamental that no state founded on the rule of law can permit members of the public to be detained and punished for violating an order of which they are ignorant. If members of the public are to be charged with obstruction of justice for having disobeyed an injunction, they must first be apprised of the existence and terms of the order and be given an opportunity to comply. That is precisely what was done in enforcing the injunctions here. Before a protester was arrested, he or she was handed a copy of the order and its terms were read to him or her. The protester was then asked to quit the blockade. Most complied. Only those who refused were arrested. It is also desirable, as this Court suggested in *International Longshoremen, supra*, that the order's terms speak of the duty of non-parties to respect it. This, too, was done here. Finally, it is necessary that the orders be carefully worded and constrained to ensure that they are fair and not unduly broad. This requirement, too, was met in the case at bar. Over the months, a number of justices reviewed and amended the terminology of the injunctions to make them clearer and fairer. For example, in July

Toutefois, je crois qu'une autre solution existe déjà. Elle est fournie par le procureur général s'il s'acquitte dûment des devoirs de sa charge.

Le juge Wood ajoute que c'est [TRADUCTION] «la charge du procureur général en tant que chef des services chargés de l'application de la loi [...] de veiller à ce que le droit criminel soit respecté» (p. 249).

Personne ne contredirait ces propos. Et pourtant, comme la présente affaire le démontre, énoncer la responsabilité du procureur général ce n'est pas garantir qu'il s'en acquittera de façon à assurer la protection dont ont besoin les citoyens lésés par la conduite d'autrui. C'est pour combler cette lacune qu'a été conçue la réparation en *equity* que constitue l'injonction — que doivent respecter non seulement les parties mais aussi toute autre personne sous peine de condamnation pour outrage au tribunal.

Qu'en est-il du revers de la médaille? Quels dangers y a-t-il à investir les tribunaux du pouvoir de rendre, pour protéger des intérêts privés, des ordonnances que tous sont tenus de respecter sous peine de condamnation pour outrage? C'est un principe fondamental de tout État de droit que les citoyens ne peuvent être détenus et châtiés pour avoir violé une ordonnance qu'ils ne connaissaient pas. Pour que des membres du public puissent être accusés d'entrave à la justice en cas de désobéissance à une injonction, ils doivent d'abord avoir été informés de l'existence et du contenu de l'ordonnance et avoir eu la possibilité de s'y conformer. C'est là précisément ce qui a été fait en l'espèce quand on a voulu faire respecter les injonctions. Avant qu'un manifestant ne soit arrêté, une copie de l'ordonnance lui était remise et son contenu lui était lu. Le manifestant était ensuite prié de quitter le barrage. La plupart ont obéi. Seuls ceux qui ont refusé ont été arrêtés. Il est également souhaitable, comme notre Cour l'a indiqué dans *Association internationale des débardeurs*, précité, que les termes de l'injonction fassent mention du devoir des tiers de la respecter. Cela a aussi été fait dans le présent cas. Enfin, il est nécessaire que les ordonnances soient rédigées soigneusement et limitativement de sorte qu'elles soient équitables

1993, Esson C.J.S.C. removed language enjoining "creating a nuisance" — legal language which some members of the public might not have understood — and replaced it by more precise language specifying that what was prohibited was "physical" obstruction. Words could be used, signs could be paraded; what could not be done was to physically block the road.

et non indûment générales. Cette exigence a aussi été remplie en l'espèce. Au fil des mois, plusieurs juges ont étudié et modifié le texte des injonctions pour les rendre plus claires et plus équitables. Par exemple, en juillet 1993, le juge en chef Esson a supprimé les termes portant interdiction de [TRADUCTION] «créer une nuisance» — terme de droit que certains membres du public auraient pu ne pas comprendre — et y a substitué des termes plus précis faisant défense d'obstruer [TRADUCTION] «matériellement» la voie publique. Il était permis de se faire entendre, de défiler en portant des pancartes; ce qui était interdit était de barrer matériellement la route.

(3) Summary on Jurisdiction

37

I conclude that the British Columbia Supreme Court had jurisdiction to make orders binding on persons who are not parties to the action.

(3) Résumé concernant la compétence

Je conclus que la Cour suprême de la Colombie-Britannique avait compétence pour rendre des ordonnances opposables à des personnes qui n'étaient pas parties à l'action.

B) *Suing Unnamed Persons*

38

The second issue is whether the use of terminology such as "John Doe", "Jane Doe" and "Persons Unknown" in the style of cause invalidates the order. The appellants argue that these terms represent an attempt to sue the general public, and that such terms are not justified under the British Columbia Rules of Practice and the principles developed under the Rules.

B) *Poursuites contre des personnes non désignées nommément*

La seconde question est de savoir si l'emploi de termes comme «John Doe», «Jane Doe» et «autres personnes inconnues» dans l'intitulé de la cause invalide l'ordonnance. Les appelantes soutiennent que ces termes représentent une tentative de poursuivre le grand public et que de tels termes ne sont pas justifiés sous le régime des règles de pratique de la Colombie-Britannique et des principes qui en découlent.

39

The practice of using terms like "John Doe" is directed at permitting a plaintiff to sue a person whose name the plaintiff does not know: *Jackson v. Bubela and Doe*, [1972] 5 W.W.R. 80 (B.C.C.A.). Under the British Columbia Rules, the procedure for objecting to such an appellation is to apply to have the terms struck out. Alternatively, an application by the plaintiff to have the defendant's name substituted for "John Doe" for the purpose of obtaining relief against him may be dismissed if the use of the "John Doe" designation is found to have been inappropriate. We have been referred to no authority suggesting that an order made under a valid action is invalid because the

Habituellement, des termes comme «John Doe» sont utilisés pour poursuivre une personne dont l'identité n'est pas connue: *Jackson c. Bubela and Doe*, [1972] 5 W.W.R. 80 (C.A.C.-B.). Sous le régime des règles de la Colombie-Britannique, pour s'opposer à cette désignation, il faut demander sa radiation. Par ailleurs, la demande du demandeur visant à faire remplacer les termes «John Doe» par le nom du défendeur afin d'obtenir une réparation contre ce dernier peut être rejetée si le tribunal estime que cette désignation a été utilisée incorrectement. Aucun précédent ne nous a été cité qui donne à penser qu'une ordonnance rendue par suite d'une action intentée validement était

style of cause of the action included a reference to "John Doe, Jane Doe and Persons Unknown".

In fact, the use of "John Doe, Jane Doe and Persons Unknown" in the present action appears to be surplusage. As discussed above, a person who is not a party to an action is bound to respect an order made in the action, on pain of being found in contempt of court. This was the procedure used to enforce the order here at issue. None of the protesters was charged or sued as a party to the action. So the question whether relief may be obtained against them in the action on the basis of having sued them as "John Doe, Jane Doe and Persons Unknown" never arose. Accordingly, it is unnecessary for this Court to decide whether, as a matter of pleading, the use of these terms in the style of cause could validly engage members of the public served with the writ.

C) *Provisions Authorizing Arrest and Detention*

The appellant Valerie Langer has questioned the appropriateness of including a provision authorizing the police to arrest and detain persons breaching the injunction. She argues that no authorization or direction from the court is necessary to enable the police to act. The respondent accepts that the authorization is superfluous, and states that it is included only because the police have requested such wording. No objection to this term was made before Hall J. and it is not suggested that it vitiates the order. In these circumstances, this Court need not consider it further. I observe only that the inclusion of police authorization appears to follow the Canadian practice of ensuring that orders which may affect members of the public clearly spell out the consequences of non-compliance. Members of the public need not take the word of the police that the arrest and detention of violators is authorized because this is clearly set out in the order signed by the judge. Viewed thus, the inclusion does no harm and may make the order fairer.

invalidé parce que l'intitulé de la cause incluait la mention «John Doe, Jane Doe et autres personnes inconnues».

En fait, l'emploi de ces termes dans la présente action semble redondant. Je le répète, une personne qui n'est pas partie à l'action est tenue de respecter une ordonnance rendue dans l'action, sous peine de condamnation pour outrage au tribunal. C'est la procédure qui a été utilisée pour faire respecter l'ordonnance en cause. Aucun des manifestants n'a été accusé ni poursuivi en qualité de partie à l'action, de sorte que la question de savoir si la réparation peut être obtenue contre ces derniers dans l'action parce qu'ils ont été poursuivis sous la désignation «John Doe, Jane Doe et autres personnes inconnues» ne s'est jamais posée. En conséquence, il n'est pas nécessaire que notre Cour décide si, sur le plan des règles régissant les actes de procédure, ces termes rendent la décision opposable aux membres du public auxquels le bref a été signifié.

C) *Les dispositions autorisant l'arrestation et la détention*

L'appelante Valerie Langer a contesté l'opportunité d'inclure une disposition autorisant la police à arrêter et détenir les personnes violant l'injonction. Elle soutient que la police n'a besoin d'aucune autorisation ou instruction de la cour pour agir. L'intimée admet que l'autorisation est superflue et dit qu'elle a été incluse à la demande de la police. L'emploi de cette disposition n'a suscité aucune objection devant le juge Hall et il n'a pas été allégué qu'elle vicie l'ordonnance. Vu les circonstances, notre Cour n'a pas à s'y attarder. Je ferai seulement remarquer que l'inclusion de l'autorisation donnée à la police semble conforme à la pratique canadienne car on a coutume de veiller à ce que les ordonnances qui risquent de toucher des membres du public énoncent clairement les conséquences de la désobéissance. Les membres du public n'ont pas à croire les policiers sur parole quand ils affirment être autorisés à arrêter et détenir les contrevenants parce que cela est clairement précisé dans l'ordonnance signée par le juge. Sous cet angle, l'inclusion ne porte préjudice à personne et peut rendre l'ordonnance plus équitable.

V. Conclusion

42 I conclude that the British Columbia Supreme Court has jurisdiction to make orders enjoining unknown persons from violating court orders. Such orders are enforceable on the long-standing principle that persons who are not parties to the action, but who violate an order of the court, may be found guilty of contempt for interfering with justice. Provided that contempt is the only remedy sought, it is not necessary to join all unknown persons in the action under the designation, "John Doe, Jane Doe and Persons Unknown". Nor, strictly speaking, is it essential that the order refer to unknown persons at all. However, the long-standing Canadian practice of doing so is commendable because it brings to the attention of such persons the fact that the order may constrain their conduct. Similarly to be commended is the practice followed by the courts in this case of ensuring that the wording of the orders is clear and that their effect is properly circumscribed.

V. Conclusion

Je conclus que la Cour suprême de la Colombie-Britannique est compétente pour rendre des ordonnances portant que des personnes inconnues doivent s'abstenir de violer les ordonnances judiciaires. Ces ordonnances sont exécutoires suivant le principe bien établi que les personnes qui ne sont pas parties à l'action, mais qui violent une ordonnance du tribunal, peuvent être déclarées coupables d'outrage pour entrave à la justice. À la condition que la condamnation pour outrage soit la seule réparation demandée, il n'est pas nécessaire de joindre comme parties à l'action toutes les personnes inconnues sous la dénomination «John Doe, Jane Doe et autres personnes inconnues». À strictement parler, il n'est pas essentiel non plus que l'ordonnance fasse de quelque façon mention de personnes inconnues. Toutefois, il est recommandable de suivre cette pratique établie de longue date au Canada parce qu'on attire ainsi l'attention de ces personnes sur le fait que l'ordonnance peut restreindre leur liberté d'action. De même, il est recommandable de veiller, comme les tribunaux l'ont fait en l'espèce, à ce que le libellé des ordonnances soit clair et que leur effet soit bien circonscrit.

43

I would dismiss the appeal with costs.

Appeal dismissed with costs.

*Solicitor for the appellant Greenpeace Canada:
Gregory J. McDade, Vancouver.*

*Solicitor for the appellant Valerie Langer: A.
Cameron Ward, Vancouver.*

*Solicitors for the respondent: Davis &
Company, Vancouver.*

*Solicitor for the intervener: The Ministry of the
Attorney General, Victoria.*

Je suis d'avis de rejeter le pourvoi avec dépens.

Pourvoi rejeté avec dépens.

*Procureur de l'appelante Greenpeace Canada:
Gregory J. McDade, Vancouver.*

*Procureur de l'appelante Valerie Langer:
A. Cameron Ward, Vancouver.*

*Procureurs de l'intimée: Davis & Company,
Vancouver.*

*Procureur de l'intervenant: Le ministère du
Procureur général, Victoria.*